

Pour les syndicats, « le combat n'est pas fini »

Les organisations appellent à une nouvelle journée de mobilisation le 1^{er}-Mai

Déçues mais pas abattues. Peu après avoir pris connaissance de la décision du Conseil constitutionnel, qui valide l'essentiel de la réforme des retraites, les treize organisations de salariés et de défense de la jeunesse, réunies en intersyndicale, ont diffusé, vendredi 14 avril, une déclaration commune avec un titre très parlant sur leur état d'esprit : « *Ce n'est pas fini!* » Elles appellent, pour la treizième fois, à manifester, à l'occasion du 1^{er}-Mai, afin de faire barrage au texte qui décale à 64 ans l'âge d'ouverture des droits à une pension.

« *Ce n'est surtout pas une dé-faite* », considère Frédéric Souillot, secrétaire général de FO, en soulignant que les juges constitutionnels ont « *enlevé* » de la loi « *tout ce qui était sucré* ». Une allusion à l'invalidation des mesures en faveur de l'emploi des salariés vieillissants (index senior dans les entreprises, contrat de fin de carrière) : bien qu'étant peu ambitieuses, aux yeux de l'intersyndicale, ces dispositions étaient censées matérialiser le volet social du projet. Leur disparition accentue le caractère « *déséquilibré* » de la réforme et confirme « *la grande fragilité* » de celle-ci, d'après Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. « *Elle était mal préparée, mal ficelée* », fustige Cyril Chabanier, le président de la CFTC.

« Une impasse »

Cette loi étant encore plus « *injuste* » qu'au départ, il n'y a pas d'autre choix, selon les treize coalisés, que d'y renoncer. « *J'en appelle au président de la République, il ne faut pas [la] promulguer* », a exigé, vendredi, Laurent Berger de la CFDT, lors du JT de 20 heures sur TF1. Le chef de l'Etat s'est mis « *dans une impasse* », poursuit M^{me} Binet : s'il veut en sortir et « *tourner la page* », le seul moyen à sa disposition est de « *retirer la réforme* ». Mais cette re-

quête reste lettre morte, à ce stade, le texte ayant été publié au *Journal officiel* de samedi.

Emmanuel Macron a proposé aux partenaires sociaux de le rencontrer, le 18 avril. Offre rejetée par les organisations de salariés. Un tel rendez-vous tient « *un peu de la provocation* », commente M. Chabanier, en rappelant que lui et ses homologues avaient demandé, début mars, à être reçus par le président de la République avant d'essayer une « *fin de non-recevoir* ». « *C'est irréal* », renchérit Laurent Escure, le numéro un de l'UNSA. « *Nous ne sommes pas des instruments dans la politique de communication* [du pouvoir en place] », complète François Hommeril, le président de la CFE-CGC.

L'intersyndicale espérait poursuivre sa campagne contre la réforme grâce à la procédure du référendum d'initiative partagée (RIP) impulsée par des parlementaires de l'opposition. Mais leur démarche a été jugée irrecevable, vendredi, par le Conseil constitutionnel. Une deuxième tentative de RIP, destinée, elle aussi, à contrer la retraite à 64 ans, a été lancée : si elle reçoit le feu vert des juges constitutionnels, « *nous sommes sûrs de gagner, car nous aurons les 4,8 millions de signatures nécessaires à la tenue de cette consultation* », veut croire M. Hommeril.

En attendant, des actions sont envisagées pour le 20 avril, en particulier dans le secteur de l'énergie ainsi que dans les ports et les docks. « *L'absence de RIP, pour le moment, renforce l'idée que seules les mobilisations permettront de venir à bout de cette réforme* », estime Benoît Teste, secrétaire général de la FSU. Il est plus ardu de se bagarrer avec toute la « *fatigue* » accumulée au bout de trois mois de lutte, admet Murielle Guilbert, codéliguée générale de Solidaires. Mais « *la colère et la détermination restent très présentes* ». ■

BERTRAND BISSUEL